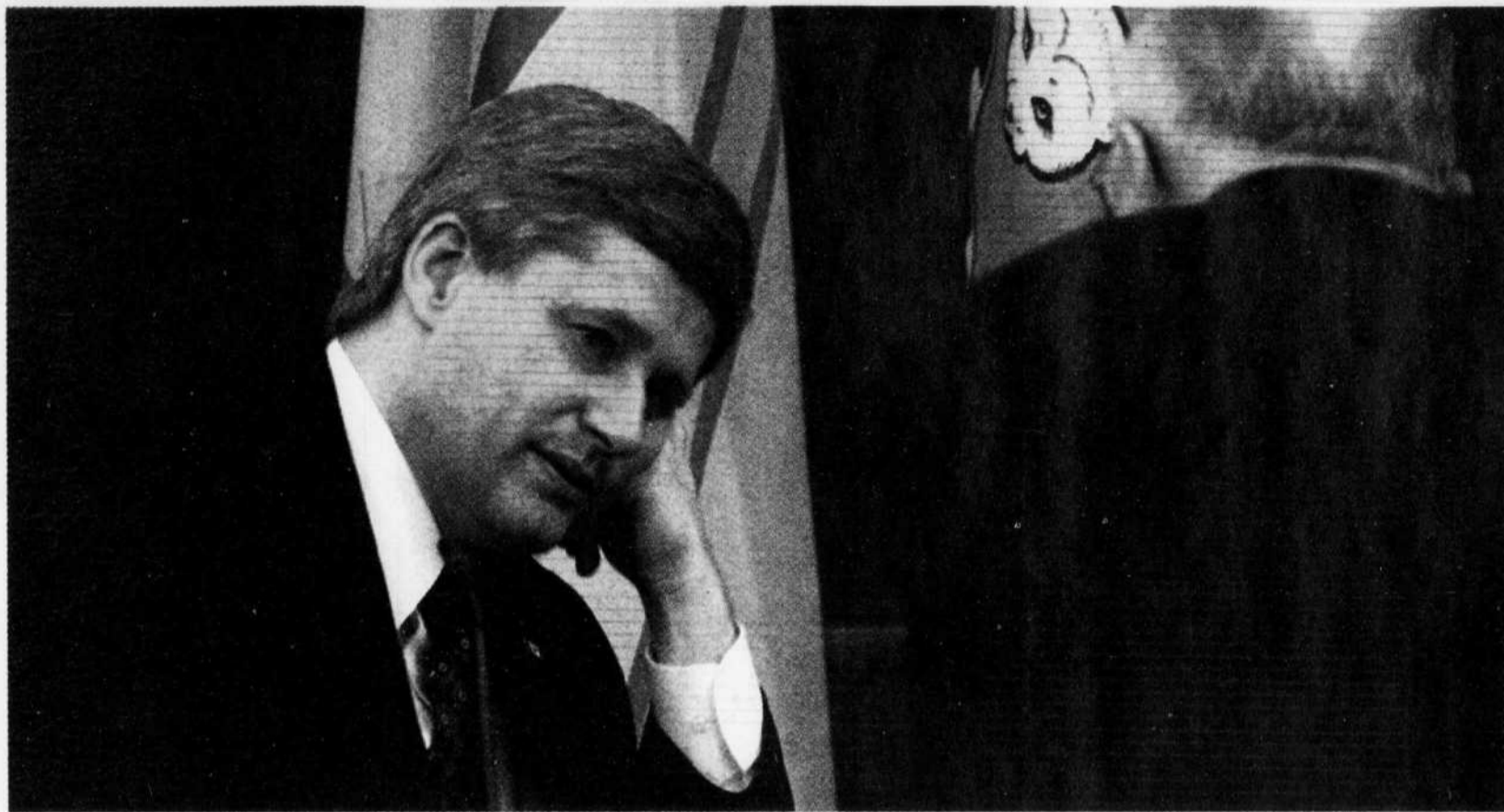




# PERSPECTIVES

## Une campagne sans le nom



PHOTOS REUTERS

La grande inconnue est l'importance que prendra cette campagne au Québec, que les conservateurs semblent avoir abandonné avec leur ligne d'attaque contre la présence de souverainistes dans les parages de la coalition



La session parlementaire est prorogée. Le gouvernement Harper promet maintenant de se consacrer à la préparation du budget qui sera présenté le 27 janvier. Il ne faut cependant pas s'attendre à ce que les conservateurs et les députés de l'opposition rentrent discrètement dans leurs terres et se tiennent cois. Ce ne sont pas sept semaines de répit politique que viennent de gagner les Canadiens, mais une campagne tous azimuts, une campagne électorale larvée, sans le nom ni les balises habituelles.

MANON CORNELIER

La Toile est en émoi. Les radios diffusent des publicités. Les citoyens sont appelés à manifester. Des syndicats pigent dans leur cagnotte pour se lancer dans la bataille. Les députés, de retour dans leurs circonscriptions, prévoient s'activer sur le terrain. La guerre est ouverte.

«La campagne électorale est commencée», lance le politologue albertain David Taras. «Une campagne dépourvue de règles, différente d'une course électorale traditionnelle, mais une campagne quand même. Celui qui gagnera cette bataille gagnera la prochaine guerre électorale», prédit-il.

Qu'ils soient conservateurs ou partisans de la coalition, les députés répétaient tous, jeudi en pliant bagage, qu'ils ne se perdraient pas dans la nature pendant sept semaines. Ils allaient se battre. Pour la démocratie, la légitimité des élus, l'urgence d'agir afin d'aider les Canadiens à traverser la crise.

La grande inconnue est l'importance que prendra cette campagne au Québec, que les conservateurs semblent avoir abandonné avec leur ligne d'attaque contre la présence de souverainistes dans les parages de la coalition. L'argument a servi de bougie d'allumage à la contestation au Canada anglais et, à entendre le premier ministre jeudi à sa sortie de chez la gouverneure générale Michaëlle Jean, il ne semble

pas prêt à abandonner cette carte. Son appel à travailler de concert avec les autres partis ne s'adressait explicitement qu'aux libéraux et aux néodémocrates et excluait le Bloc québécois.

Au Bloc, on n'entend pas laisser le champ libre aux conservateurs. On a décidé de dire par des publicités dans les hebdomadaires régionaux ce que le parti a obtenu avec cette entente, explique le député Louis Plamondon. On a entrepris de mobiliser la société civile derrière l'idée d'une coalition et cela fonctionne. Des groupes manifestent leur appui. En fait, la fronde conservatrice contre la contribution des bloquistes a aidé ces derniers dans leur tâche. Ils s'attendent par conséquent à ce que les conservateurs concentrent leurs énergies au Canada anglais, là où ils veulent faire des gains maintenant. «Nous, nous allons faire notre travail et nous pensons que la coalition fera le sien», de dire M. Plamondon.

### Faire face

La pression est donc sur les libéraux, les néodémocrates et les supporters de la coalition dans le reste du pays. Eux non plus n'entendent pas s'effacer. Ils n'ont toutefois pas les moyens des conservateurs, qui peuvent se permettre

des publicités coûteuses, ce qu'ils ont déjà fait cette semaine.

Et, au dire du ministre des Transports, John Baird, ce n'est pas près de cesser. «Ce que nous voulons faire, c'est prendre une pause et passer par-dessus la tête des députés et de la gouverneure générale pour nous adresser directement aux Canadiens», a-t-il déclaré sur les ondes de la CBC jeudi. Au quartier général du Parti conser-

que les libéraux n'en ont récolté que 1,86 million, le NDP, 1,89 million et le Bloc, 450 519 \$.

### Mobilisation sur la Toile

Le PC bénéficie aussi d'une mobilisation sur la Toile et sur les lignes ouvertes des radios. Le bloqueur conservateur Stephen Taylor insiste sur l'aspect citoyen de ce mouvement qui, s'il appuie la position conservatrice, n'est pas pilotée par le parti.

Lui-même toutefois travaille pour le

Manning

Centre for Building Democracy,

fondé par

l'ancien chef réformiste Preston

Manning, et coordonne le site

Canadians for Democracy. Il a créé

un nouveau site lundi ([www.rallyforcanada.ca](http://www.rallyforcanada.ca)) pour publiciser les

appels à manifester et pour faire

écho aux «initiatives locales». Les

contacts ont été établis, dit-il, à

travers le réseau social Facebook, où

plusieurs groupes opposés à la

coalition réunissent déjà des

dizaines de milliers de membres.

La coalition partisane n'a pas

tant d'argent que les conservateurs,

et le politologue Stephen

Clarkson doute qu'elle soit capable

de répliquer à la machine conservatrice, qui a démontré par le passé qu'elle pouvait être sans scrupule. Le politologue Claude Denis, de l'Université d'Ottawa, n'est pas plus optimiste. «Cette campagne est un danger fatal pour la coalition car elle n'a pas une machinerie politique à elle, alors que le PC peut se fier à la sienne et à ses instincts de chasseur.» Il ajoute cependant que ça peut jouer en faveur de la coalition si les conservateurs «vont trop loin, ce dont ils sont capables; mais avant d'en arriver là, ils peuvent faire beaucoup de dommages».

Du côté de la coalition, on n'entend pas s'écarter. Selon le directeur des communications du Parti libéral, Daniel Lauzon, il y aura des «pubs radio dans les jours qui viennent». Dans l'entourage des chefs, on ajoute que les discussions pour peaufiner les propositions budgétaires de la coalition se poursuivront, tout comme les préparatifs pour une éventuelle transition.

Pour rejoindre le public, on mise aussi beaucoup sur la Toile, où les sites se multiplient. L'un d'entre eux, entièrement consacré au projet de coalition ([www.majoritede62pourcent.ca/coalition](http://www.majoritede62pourcent.ca/coalition)), a été

VOIR PAGE C 3: CAMPAGNE

Cette campagne n'est pas régie par la loi électorale, ce qui permet aux tiers de se jeter dans la bagarre

vateur, on refuse de fournir des détails sur la campagne des prochaines semaines. «Le Parti conservateur va continuer de transmettre son message aux Canadiens, mais je ne vais pas entrer dans les détails en ce qui a trait à la stratégie», a répondu par courriel Ryan Sparrow, le directeur des communications du PC.

Les moyens ne manquent pas au parti dirigé par Stephen Harper. Au cours du trimestre se terminant en septembre 2008, le PC a reçu 6,37 millions de dollars en contributions des particuliers alors

l'ancien chef réformiste Preston Manning, et coordonne le site Canadians for Democracy. Il a créé un nouveau site lundi ([www.rallyforcanada.ca](http://www.rallyforcanada.ca)) pour publiciser les appels à manifester et pour faire écho aux «initiatives locales». Les contacts ont été établis, dit-il, à travers le réseau social Facebook, où plusieurs groupes opposés à la coalition réunissent déjà des dizaines de milliers de membres.

La coalition partisane n'a pas tant d'argent que les conservateurs, et le politologue Stephen Clarkson doute qu'elle soit capable



### Gestion de projets

Inscrivez-vous à notre populaire programme en gestion de projets! Cette formation pratique s'adresse aux gestionnaires et professionnels qui désirent suivre un programme approfondi. Les cours sont offerts une fois par semaine, en soirée, commençant le **12 janvier 2009**. Le contenu de ce programme est conforme aux normes reconnues mondialement par le Project Management Institute (PMI®).

■ (514) 398-5454 | [www.mcgill.ca/conted-general](http://www.mcgill.ca/conted-general)

### Une carrière en traduction vous intéresse?

Un certificat ou un diplôme en traduction peut vous donner accès à une profession langagière en pleine expansion.

Une soirée d'information au cours de laquelle on présentera les exigences et le contenu des programmes se tiendra le **6 janvier 2009**, au 688, rue Sherbrooke Ouest, salle 1025, à 18 h.

■ (514) 398-1484 | [www.mcgill.ca/conted-translation](http://www.mcgill.ca/conted-translation)



**McGill**  
Centre d'éducation permanente

## PERSPECTIVES

## La démocratie révisée



GIL COURTEMANCHE

Les gens qui invoquent régulièrement la démocratie sont souvent ceux qui la méprisent et la restreignent. George Bush et Stephen Harper font partie de ces personnes sans scrupules qui donnent à tous des leçons de démocratie et qui, régulièrement, la foulent aux pieds.

Le premier ministre a menti deux fois à la population. En prétendant qu'il avait besoin d'un mandat pour résoudre la crise économique, puis, doté de ce mandat, en tentant de modifier radicalement le paysage politique du pays sans proposer de solution à la crise. Comme le cow-boy arrogant qu'il est, le compétiteur de rodéo, il a pris prétexte de nos difficultés communes pour satisfaire ses fantasmes idéologiques.

C'est lui qui tentait un coup d'Etat en voulant changer le pays contre la volonté du pays. Et pour une fois, la première depuis trois ans, l'opposition a mis ses culottes pour s'opposer à ce gouvernement qui tente de gouverner comme s'il possédait un mandat majoritaire.

Parlons de démocratie. C'est le règne de la majorité de la population qui s'exprime par le vote. Le régime parlementaire britannique, aussi suranné que la monarchie britannique, permet à quelqu'un qui ne récolte que 37 % des suffrages populaires de gouverner. Le même système oblige celui-ci à obtenir la confiance de la Chambre, la confiance de la majorité des électeurs. Que fait le démocrate Harper? Il ferme le parlement, suspend les droits démocratiques des Canadiens et de leurs représentants. Pis encore, il ferme le parlement alors que des décisions urgentes pour l'économie doivent être prises. M. Harper a interdit la démocratie. Cela s'appelle un coup d'Etat.

◆ ◆ ◆

Ici, au Québec, nous allons voter dans deux jours. Je suis absolument sidéré par le manque d'enjeux, par l'incapacité des partis à imposer un thème mobilisateur. Serait-ce que les deux grands partis n'ont plus d'idées et que Mario Dumont ne peut rien faire d'autre que de récupérer tous les thèmes démagogiques qui firent son succès lors de la dernière campagne?

Le malaise est plus profond. Le PQ et le PLQ, influencés par le résultat de l'ADQ lors des dernières élections, se sont mis à la recherche des mêmes électeurs, la classe moyenne, et ont articulé les mêmes thèmes. On ne parle que de famille, de santé et de sécurité économique pour la classe moyenne. Sur ces sujets, le PQ et le PLQ ne se distinguent que par des nuances sur les moyens. Il n'y a pas de débat politique dans cette province. Nous avons besoin de nouvelles voies, de nouvelles idées, de nouvelles manières d'envisager notre avenir.

Une société ne peut pas progresser dans l'unanimité, la pensée dominante. Elle doit entendre d'autres voix. C'est dans la confrontation des points de vue qu'une société progresse. Bien sûr, tous ces points de vue différents existent dans notre société, mais ils manquent de crédibilité car ils n'obtiennent pas la sanctification parlementaire et donc l'attention des médias. On dirait que de bonnes idées ne peuvent faire les manchettes et animer le débat que si leurs porte-parole sont des députés.

Le Québec a besoin de nouvelles voix pour parler de la lutte contre la pauvreté, de l'économie sociale, de l'environnement, d'une agriculture respectueuse de l'environnement, de la construction de logements sociaux. Durant le débat des chefs, ces thèmes n'ont pas été abordés, sinon par Mario Dumont qui a relié la pauvreté à la criminalité et les autochtones à la contrebande.

Si quelques candidats de Québec solidaire étaient élus, la dynamique politique québécoise serait modifiée. Les thèmes et les solutions progressistes que le parti propose seraient présents dans le débat public.

Françoise David est une femme exceptionnelle, d'une rigueur intellectuelle et d'une honnêteté remarquable. Femme d'engagement, proche des gens, sincère, généreuse. Le Québec ne peut pas se priver d'une telle femme. Nous serions tous perdants si elle n'était pas élue dans Gouin.

Amir Khadir est une sorte de génie. Un homme courageux et franc. Je ne sais pas comment il fait pour concilier médecine, grosse famille et vie politique. Nous avons besoin d'hommes comme lui pour défendre le système de santé public. Alors, dans Mercier, pour l'avenir du Québec, il faut voter Amir.

Vous me direz que deux députés de Québec solidaire ne changeront rien. Vous vous trompez. Les idées, les discours différents, les remises en question, ne doivent pas se limiter aux blogues et aux lettres confidentielles. Ces voix nouvelles et nécessaires doivent obtenir leur légitimité démocratique pour s'imposer dans le débat politique québécois.

Le Québec sera plus riche avec Françoise David et Amir Khadir, plus riche en idées et en diversité, plus riche en réflexion et en innovation.

Ne serait-il pas temps d'avoir des représentants élus qui nous parlent d'enjeux fondamentaux avec une approche différente de celle des deux grands partis? L'élection de Françoise David et d'Amir Khadir améliorerait notre démocratie et donnerait enfin une voix à toutes les forces progressistes qui sont aujourd'hui exclues du débat collectif.

Collaborateur du Devoir



ERIK DE CASTRO REUTERS

La présence d'une armée d'occupation est inacceptable aux yeux de très nombreux Irakiens.

George W. Bush n'a pas attendu l'élection de Barack Obama pour envisager des dates de retrait

## L'accord Bagdad-Washington satisfiera-t-il les Irakiens ?

CLAUDE LÉVESQUE

Il a toujours été difficile de prédire quand l'aventure américaine en Irak prendrait fin, mais on commence au moins à disposer d'indices et même de quelques repères temporels.

D'abord, le prochain président américain a répété cette semaine qu'il veut mettre fin à l'engagement militaire de son pays d'ici à 16 mois, quitte à interpréter ce calendrier de façon large, en écoutant ses conseillers sur le terrain. Ce retrait devra se faire de façon «responsable», a dit Barack Obama.

Le Parlement irakien lui a récemment donné cette latitude en approuvant un «accord sur le statut des troupes» américaines (SOFA, pour employer l'acronyme anglais) qui prévoit un départ complet de celles-ci à la fin de 2011, soit dans 24 mois.

Il faut toutefois noter que cette entente a été entérinée, le 27 novembre, par une faible majorité des législateurs irakiens, qui en étaient parfois venus aux coups pendant leurs débats, et qu'elle devra faire l'objet d'un référendum l'été prochain.

Les États-Unis signent des «SOFA» avec tous les gouvernements des pays où des troupes américaines sont stationnées. La durée de cette présence militaire fait souvent l'objet d'ententes séparées. Quand les négociateurs américains ont commencé à discuter avec leurs vis-à-vis irakiens, il y a près d'un an, ils refusaient de considérer des dates pour le retrait des G.I.'s. Mais il est clair que le président sortant George W. Bush n'a pas attendu l'élection de Barack Obama, le 4 novembre, pour changer d'avis sur cette question, sur laquelle le premier ministre irakien Nouri al-Maliki s'est montré intraitable.

À Washington, il devenait évident qu'on ne pourrait pas garder indéfiniment plus de 140 000 soldats en Irak tout en renforçant le contingent en Afghanistan, où l'«insurrection» gagne en puissance. Et il devenait de plus en plus difficile de justifier le coût de l'opération à mesure que se multipliaient les signes avant-coureurs du ralentissement économique qui est maintenant confirmé.

### Le 30 juin 2009

L'accord sur le statut des troupes remplacera le mandat confié à ces dernières par l'Organisation des nations unies, qui vient à échéance le 1<sup>er</sup> janvier. Il prévoit que les militaires américains se retireront totalement des villes irakiennes d'ici le 30 juin prochain, alors que le départ des derniers soldats est prévu pour décembre 2011.

Pour convaincre une majorité de parlementaires, le gouvernement à majorité chiite du premier ministre al-Maliki a dû arracher des concessions aux négociateurs américains. Outre ce calendrier de retrait, Washington a dû accepter que les soldats américains et les contractuels de la Défense soient dorénavant soumis aux lois irakiennes et, par conséquent, sujets à d'éventuelles poursuites pénales. C'est la situation qui prévaut dans la plupart des pays où des troupes américaines sont stationnées mais, jusqu'à présent, les soldats et les autres agents de l'oncle Sam bénéficiaient dans les faits de l'impunité en Irak. L'entente limite en outre le droit qu'ont les militaires américains d'arrêter et de détenir des suspects irakiens.

D'autre part, sur le plan intérieur, Nouri al-Maliki a dû faire des concessions politiques. La tenue d'un référendum répond à une exigence qui avait été formulée par les partis sunnites et les nationalistes. L'intervention de l'influent ayatollah chiite Ali al-Sistani en faveur de cette disposition a contribué à aplanir les difficultés à ce chapitre.

Le gouvernement irakien a également promis de confier quelques ministères additionnels à des députés issus des partis sunnites et d'alléger les lois qui interdisent aux anciens membres du parti Baas de Saddam Hussein d'occuper des emplois dans la fonction publique.

«Cet accord est un succès à plusieurs niveaux. C'est la première fois qu'on voit en Irak un accord transcommunautaire et transethnique qui a fait l'objet d'un débat public», observe Sami Aoun, professeur de science politique à l'Université de Sherbrooke.

L'opposition la plus farouche au «SOFA» a été menée par Moqtada al-Sadr, un leader chiite populiste généralement considéré comme radical, dont l'appui avait permis à Nouri al-Maliki de prendre le pouvoir en 2005. Depuis lors, les relations se sont détériorées entre Sadr et Maliki, ce dernier ayant mâté les milices du premier avec l'appui américain, le printemps dernier.

### Une cause de perdue

Moqtada al-Sadr, qui a toujours réclamé le départ des troupes américaines, se trouve en quelque sorte obligé de décrier un accord qui lui fait perdre une de ses principales causes.

«Moqtada al-Sadr se cherche une place dans le jeu politique irakien. Il a beaucoup de partisans dans le sud du pays et dans Sadr City [un quartier chiite de Bagdad], mais il ne dispose pas d'un parti politique. Il ne pouvait faire autrement que d'être contre l'entente. Depuis le début de l'occupation, ses milices sont pourchassées, par les Américains puis par l'armée irakienne. Par son opposition, il vise à affirmer son existence. De plus, il est en contact avec l'Iran, qui a des réserves sur le pacte», note Louhay Bahry, professeur de science politique irakien et chercheur au Middle East Institute de Washington.

L'Iran a jusqu'ici envoyé des messages contradictoires, certains hauts responsables de ce pays décriant l'accord américano-irakien et

d'autres vantant les talents de négociateur du premier ministre irakien.

«Maliki s'est imposé comme un leader irakien capable de jouer les médiateurs entre Téhéran et Washington. Il a compris qu'il devait ménager les intérêts des deux capitales», observe Sami Aoun.

Si l'accord est rejeté par référendum en juillet prochain, le gouvernement irakien devra entrer dans une nouvelle ronde de pourparlers avec les États-Unis afin de mettre fin à l'occupation plus rapidement.

Même si on se dit confiant, officiellement à Washington et à Bagdad, un verdict négatif n'est pas totalement exclu. «Le climat est confus. D'ici un an, trois élections auront lieu en Irak: des élections provinciales en janvier, un référendum en juillet et des élections générales à la fin de 2009», rappelle Louhay Bahry.

Les stratèges américains et l'actuel gouvernement irakien s'entendent sur la nécessité d'une présence militaire américaine minimale en attendant que l'armée irakienne puisse assurer la sécurité sur tout le territoire; en même temps, la présence d'une armée d'occupation est inacceptable aux yeux de très nombreux Irakiens.

«Si un gouvernement irakien fait des pas vers une réconciliation entre les différents groupes ethniques et religieux du pays, rétablit la situation économique et met fin à la corruption, on peut être sûr d'assister à un retrait total des forces américaines. Sinon, ce gouvernement devra demander au gouvernement américain une protection prolongée», juge Louhay Bahry.

Accaparés par le maintien d'une armée et d'une police nombreuses et en grande partie détournées dans les méandres de la corruption, les revenus pétroliers ne suffisent pas pour relever le niveau de vie des Irakiens.

D'autre part, l'insécurité qui perdure éloigne les investisseurs. Depuis le début de 2008, les attentats ont connu une certaine recrudescence, même si on est loin du sommet atteint un an et demi auparavant. La violence semble aujourd'hui plus ciblée: on a assisté récemment à des tentatives d'assassinat contre des personnalités politiques et à des attaques contre des édifices gouvernementaux, de même qu'à une montée de la violence contre la minorité chrétienne.

Le Devoir



MAHMOUD RAOUF MAHMOUD REUTERS

Les policiers irakiens ont surveillé de près les manifestations des opposants à l'accord.



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Françoise David

## PERSPECTIVES

## Dérive autoritaire en France ?

La ministre de la Justice propose l'emprisonnement des délinquants dès l'âge de... 12 ans

CHRISTIAN RIOUX

La scène est digne d'un film de gangsters. Elle se déroulait pourtant pas dans une banlieue sordide, mais dans une école secondaire tout ce qu'il y a de plus normal à Marciac, une petite ville tranquille du Gers surtout connue pour son festival de jazz. Selon le témoignage de Zoé, 13 ans, le 19 novembre dernier des gendarmes ont fait irruption dans sa classe de troisième année du secondaire avec un chien. Celui-ci a déchiré plusieurs sacs et reniflé chaque élève. Ceux devant lesquels il s'arrêtait étaient aussitôt traînés dans le couloir et fouillés au corps.

L'écolière décrit les gestes de la policière: «Elle cherche dans les replis de mon pantalon, dans les doublures de mon t-shirt sans bien sûr rien trouver. Elle fouilla alors dans mon soutien-gorge et chercha en passant ses mains sur ma culotte!» Et dire que les élèves s'attendaient à une simple rencontre pour discuter des dangers de la consommation de drogue.

L'événement serait probablement passé inaperçu si le père de Zoé n'avait affiché le témoignage de sa fille sur Internet. Alertée, la presse découvrit finalement que de telles fouilles avec des chiens s'étaient déroulées dans plus d'une vingtaine d'écoles secondaires et de lycées de la région. La routine, quoi!

L'événement a soulevé l'indignation jusqu'au ministère de l'Intérieur, où la ministre Michèle Alliot-Marie s'est étonnée et a commandé une enquête. Plusieurs dérapages policiers récents laissent malheureusement penser qu'il est loin de s'agir d'un cas isolé.

La semaine dernière, l'ancien directeur de la publication de *Liberation* Vittorio de Filippis a été arrêté à 6h40 du matin à son domicile par trois policiers. «Habillez-vous, on vous emmène», lui disent les policiers alors que ses enfants de 14 et 10 ans sont à la maison. Une fois au poste, il est menotté et on lui demande à deux reprises de se déshabiller complètement pour qu'on puisse le fouiller. Tout cela à cause d'une simple plainte en diffamation déposée par un homme d'affaires poursuivi en justice, qui reproche au journal d'avoir publié sur son site Internet un commentaire qualifié de diffamatoire. Commentaire dont la direction du journal se dit, elle, incapable de retrouver la trace de l'auteur.

Comme il s'agit d'un journaliste et non d'un simple étudiant, l'affaire défraie la manchette dès le lendemain. Loin d'être ébranlée, la ministre de l'Intérieur juge cette procédure «tout à fait régulière» puisque, dit-elle, l'individu n'aurait pas répondu à deux convocations précédentes.

Elle sera aussitôt désavouée par le premier ministre François Fillon, qui se dit «choqué», et le président Nicolas Sarkozy, qui affirme comprendre «l'émotion» suscitée par cette arrestation. Sans plus d'enquête et de consultation, Sarkozy appelle à une réforme de la procédure pénale sans qu'on sache exactement ce qu'il propose. Toute la classe politique protestera. Le directeur de *Liberation*, Laurent Joffrin, sera pourtant le seul à souligner que, si le cas de Vittorio de Filippis fait tant de bruit, c'est parce qu'il est journaliste alors que de telles procédures sont devenues normales aujourd'hui en France.

## La prison à 12 ans ?

Les chiffres semblent donner raison à ceux qui parlent de dérive sécuritaire. De 2001 à 2007, le nombre de gardes à vue, qui permettent d'emprisonner un suspect pendant 24 heures ou même 48 heures, est passé de 336 000 à 560 000. Une augmentation de 66 %!

Cette offensive policière se double d'une véritable agitation législative en matière de sécurité. Le magistrat et ancien syndicaliste Dominique Barelle a dénombré pas moins de 21 lois et 16 décrets dans ce domaine seulement depuis 2002, époque où Nicolas Sarkozy était ministre de l'Intérieur.

La dernière réforme en vue consisterait à baisser à 12 ans l'âge où une condamnation pénale sera possible. La proposition vient d'être faite par le rapport de la commission Varinard, qui porte sur la délinquance des mineurs. L'idée ne plaît guère au premier ministre François Fillon, mais elle n'a pas été rejetée par le président Sarkozy. Elle a surtout été accueillie très favorablement par la ministre de la Justice, Rachida Dati. «Dire qu'un mineur d'aujourd'hui peut justifier une sanction pénale à partir de 12 ans me semble correspondre au bon sens», a-t-elle déclaré. Les commissaires invoquent évidemment l'augmentation des infractions commises par les mineurs.



Pour la ministre de la Justice, Rachida Dati, une sanction pénale à partir de 12 ans correspond au bon sens.

Or, selon le président de l'Union syndicale des magistrats, Christophe Régnard, les propositions de cette commission seraient «en contradiction avec la Convention internationale des droits de l'enfant, qui prévoit des institutions spécialement conçues pour les enfants suspects, accusés ou convaincus d'infraction à la loi pénale». Plus d'une centaine de chercheurs, de sociologues, de psychologues et de médecins ont signé une pétition intitulée «Emprisonner n'est pas éduquer». Interrogé par le quotidien *Le Monde*, le juge Thierry Baranger, président du tribunal pour enfants de Nanterre, parle d'une «profonde régression». Le docteur Olivier Boitard, président du Comité d'action de la psychiatrie qui regroupe six syndicats de psychiatres, dénonce quant à lui une «approche exclusivement sécuritaire».

A ces arguments, Rachida Dati rétorque qu'il y aurait aujourd'hui en France «204 000 mineurs mis en cause pour des faits graves». Une affirmation contestée par le président du tribunal pour enfants de Bobigny, Jean-Pierre Rosenczweig, selon qui ce chiffre inclut tous les jeunes interpellés par les policiers mais dont un grand nombre ne seront jamais accusés de quoi que ce soit. Le juge dénonce l'augmentation des peines pour mineurs, qui permet aujourd'hui de condamner jusqu'à 10 ans d'incarcération un jeune qui arrache avec violence un téléphone portable à quelqu'un dans un autobus ou le métro.

## Un fichier des malades mentaux

Selon le sociologue Laurent Mucchielli, depuis 30 ans la délinquance des mineurs n'a pas augmenté plus que celle de la population en général. Depuis 1989, la proportion des crimes commis pas les mi-

neurs serait même d'une «stabilité quasi parfaite», écrit-il dans un texte faisant suite aux propos de la ministre. Quant aux crimes de sang commis par des enfants de moins de 14 ans, ils se comptent sur les doigts de la main.

Le sociologue dénonce la surenchère médiatique. Le 16 octobre 2008, Rachida Dati avait déclaré à la télévision sur un ton courroucé: «Je viens de rencontrer un mineur [...] de Marseille, 190 délits, 52 fois condamné. Alors, à un moment donné, il faut mettre un coup d'arrêt à cette délinquance!» La journaliste du *Canard enchaîné* Dominique Simonnot a longuement enquêté à Marseille et conclu que ce délinquant n'avait jamais existé.

Après les mineurs, c'est au tour des malades psychiatriques de goûter à la même médecine. Trois semaines après l'assassinat d'un jeune homme par un schizophrène qui s'était échappé d'un hôpital de Grenoble, Nicolas Sarkozy a annoncé un durcissement de la sécurité à l'égard des patients psychiatriques incluant l'utilisation de bracelets permettant de localiser les malades où qu'ils soient. Le président a de plus reformulé une vieille idée qu'il avait été forcé d'abandonner à cause des protestations durant la campagne électorale.

Il s'agit de la création d'un fichier des malades mentaux hospitalisés d'office. Même lorsqu'ils n'ont pas commis l'ombre d'un crime, ils seraient automatiquement inscrits sur un fichier de police. A tout un fichier des cancéreux?

«Encore une fois, Nicolas Sarkozy instrumentalise un fait divers pour avancer ses projets», a déclaré Olivier Labouret, auteur du livre *La Dérive idéologique de la psychiatrie* (Éditions Erès). «Le président affiche la volonté de garantir le risque zéro. Or, non seulement celui-ci n'existe pas, mais chercher à l'atteindre déboucherait sur une société totalitaire.»

Correspondant du Devoir à Paris

## Le devoir de platitude



MICHEL DAVID

En avril 2004, à l'issue d'une entrevue au Soleil dont le contenu avait semblé particulièrement mince, Jean Charest avait déclaré, comme pour s'en excuser: «C'est mon job d'être plate.»

Le chef libéral peut certainement se féliciter de d'être acquitté de son devoir de platitude avec autant d'application au cours du dernier mois. Depuis un bon demi-siècle, aucune campagne électorale au Québec n'aura suscité aussi peu d'intérêt.

M. Charest n'a pas seulement été plate. Il a aussi été chanceux. Au lendemain de sa performance très moyenne au débat des chefs, la campagne aurait pu prendre une autre tournure, mais la crise parlementaire à Ottawa est venue occuper la totalité de l'espace médiatique.

Dans la balance, cette démonstration des inconvénients d'un gouvernement minoritaire a sans doute pesé plus lourd que le «Quebec bashing» auquel on a assisté au cours des derniers jours, et auquel M. Charest a réagi bien tardivement.

À en croire les résultats du sondage CROP réalisé entre le 28 novembre et le 3 décembre, qui accordent 16 points d'avance au PLQ, force est de constater que la stratégie de la platitude était la bonne, même si rien ne justifiait objectivement un appel aux urnes cet automne.

En réalité, c'est au cours des 15 derniers mois que Jean Charest a gagné ses élections, en réussissant à faire oublier le personnage détestable du premier mandat et en redonnant la marque de commerce économique du PLQ. Dans la mesure où la population était généralement satisfaite du gouvernement et n'éprouvait donc pas le besoin d'en changer, il aurait fallu une performance désastreuse de M. Charest pour la faire changer d'idée.

Il n'a même pas eu besoin d'imposer le thème de l'économie, qui s'est plutôt imposé de lui-même. Les Québécois ne pouvaient pas échapper au climat d'inquiétude qui règne sur l'ensemble de la planète. Tout le reste allait inévitablement devenir assez secondaire. M. Charest a simplement le mérite d'avoir su garder le cap, sans se laisser distraire par les inévitables incidents de parcours.

Bien sûr, il a été d'un opportunisme enrageant, mais la politique est précisément l'art de profiter des circonstances. Depuis Maurice Duplessis, aucun chef de parti au Québec n'a réussi à obtenir trois mandats d'affilée, même si M. Charest a été passablement écourté son deuxième.

Dans l'état où était le PQ après le départ d'André Boisclair, Pauline Marois pouvait difficilement espérer mieux que l'opposition officielle. Toute la question était de savoir si sa performance et les résultats des élections seraient suffisants pour que les militants péquistes lui accordent une deuxième chance.

Dans l'entourage de Mme Marois, on dit douter de l'exactitude du sondage CROP, mais les sondages ont généralement tendance à surestimer le vote péquiste, plutôt que l'inverse. Un résultat inférieur à 30 % serait catastrophique. Cela signifierait qu'il n'y a eu aucun progrès depuis le départ d'André Boisclair. Même à 33 %, Bernard Landry n'a pas été capable de survivre plus de deux ans. De toute manière le PQ étant ce qu'il est, Mme Marois peut être certaine d'être contestée sous prétexte de tiédeur souverainiste.

Malgré un passage difficile durant la deuxième semaine, quand elle s'est empêtrée dans la question des mises à la retraite de 1997, elle a pourtant mené une bonne campagne dans les circonstances, surtout après le débat des chefs, qu'elle a remporté.

Il est vrai qu'on avait dit la même chose de son prédécesseur. M. Boisclair faisait cependant face à un gouvernement qui avait atteint des sommets d'impopularité au cours des années précédentes. La tâche de Mme Marois était plus beaucoup plus difficile. Non seulement elle n'a aucune des graves lacunes personnelles qui avaient disqualifié M. Boisclair, mais cette première expérience d'une campagne en qualité de chef lui donnera peut-être ce qui lui manquait le plus: la confiance en elle.

On ne peut jurer de rien, mais il y a de bonnes chances que celle ou celui qui sera chef du PQ lors des prochaines élections devienne le prochain premier ministre, ce qui ne manquera pas d'attiser les convoitises. M. Charest a semblé très embarrassé hier, quand on lui a fait remarquer que plusieurs au Canada anglais rêvent de le voir effectuer un retour sur la scène fédérale.

Un autre pourrait-il faire mieux que Mme Marois? Immanquablement, les yeux vont se tourner vers Ottawa. Après sa malheureuse tentative de mai 2007, tout le monde sait que le poste intéresse Gilles Duceppe, mais, si besoin était, les événements des derniers jours ont démontré à quel point sa présence à la Chambre des communes est précieuse, aussi bien pour le mouvement souverainiste que pour le Québec tout entier.

On voit mal comment Mario Dumont pourra se remettre de la raclée qui s'annonce. Il serait même très étonnant que l'ADQ réussisse à conserver son statut de parti officiellement reconnu à l'Assemblée nationale et les ressources qui y sont rattachées. Après être passé si près du but, M. Dumont n'acceptera certainement pas de retourner à la solitude de ses premières années, et il est douteux que son parti puisse lui survivre.

La disparition de l'ADQ serait néanmoins une perte pour le Québec. Elle a été très utile dans son rôle de laboratoire d'idées, même si certaines pouvaient paraître farfelues. Sa remise en question du modèle québécois aura au moins forcé à réfléchir aux raisons de la préserver et surtout aux moyens de l'adapter aux nouvelles réalités.

On peut très bien être en désaccord avec le programme de l'ADQ. Au fil des ans, il est néanmoins devenu un tout cohérent, dont la clarté contraste souvent avec la vague de la plate-forme des «vieux partis».

En réalité, ce n'est tant son programme qui aura conduit l'ADQ à sa perte, mais plutôt le discours trop souvent irréflectif de son chef et l'inexpérience criante de son équipe, qui ont démontré qu'ils n'avaient tout simplement pas la compétence requise.

Collaboratrice du Devoir

mdavid@ledevoir.com

## CAMPAGNE

SUIITE DE LA PAGE C 1

mis sur pied pour faire connaître l'entente et faire circuler une pétition. Une coalition populaire, menée par des syndicats, a lancé le sien et un troisième, né tout de suite après les élections, est entré dans la danse. Là encore, on appelle à la mobilisation et on fait circuler une pétition. Un groupe de soutien est aussi apparu sur Facebook et il compte lui aussi quelques dizaines de milliers de membres. Un autre a été créé sur Twitter et des liens sont donnés avec des tiers qui appuient la coalition, des groupes environnementaux, progressistes, syndicaux, culturels, de femmes et autres.

Le PLC a fait appel à ses membres pour faire pression, diffuser le message et afficher leurs couleurs. Ils peuvent télécharger des affiches et des cartes postales, prendre connaissance des lieux de rassemblement, et ainsi de suite. Cependant, le site du PLC n'offre toujours pas de lien hier vers un site consacré à la coalition et insistant sur le fait que les trois partis ont obtenu ensemble 62 % des voix lors des dernières élections. Le lien avec ce site est en manchette par contre sur celui du NPD, qui invite d'entrée de jeu à signer une pétition en faveur de la coalition.

Au NPD, on est surpris par les offres non sollicitées de services pour de la publicité et les troupes sont gonflées à bloc, dit le porte-parole de Jack Layton, Karl Bélanger. «Si les conservateurs, et cela semble être leur intention, ouvrent la machine de propagande, on ne les laissera pas faire.»

Le nerf de la guerre reste l'argent. Or cette campagne n'est pas régie par la loi électorale, ce qui permet aux tiers, qui n'ont plus le droit de financer les partis politiques depuis l'entrée en vigueur en 2004 de la Loi sur le financement populaire, de se jeter dans la bagarre.

Plusieurs groupes, en particulier les syndicats, n'entendent pas laisser passer cette occasion d'être actifs politiquement, confie un stratège néodémocrate. Le Congrès du travail du Canada a déjà mis la main à la pâte en assumant les coûts de la publicité radio invitant les gens à manifester jeudi dans tout le pays et à Toronto et Montréal samedi. Comme d'autres syndicats, il examine ce qu'il fera par la suite, explique Jeff Atkinson, directeur des communications du CTC.

## Miner de l'intérieur

«Le problème de la coalition est toutefois ailleurs. Il est en son sein même, à sa tête en fait», dit la politologue Jennifer Smith, de l'université Dalhousie, à Halifax. Et elle croit que le Parti libéral souffrira de cette alliance parce que Stéphane Dion, justement, n'a pas le doigt politique nécessaire pour en assurer la direction. Cela nuit à l'image de la coalition dans le public et mine ses appuis. Les sondages publiés depuis deux jours montrent que ce sont les conservateurs qui profitent de la crise.

La prorogation de la session parlementaire a redonné l'initiative aux conservateurs et a brisé d'une certaine manière l'élan qu'avait depuis une semaine la coalition libérale-néodémocrate appuyée par le Bloc québécois. Les tensions dans le caucus libéral au sujet du leadership de Stéphane Dion refont surface et viennent brouiller les cartes. Cela ne signifie pas une remise en question du projet de coalition pour l'instant, mais met plutôt en relief une de ses faiblesses. Claude Denis juge que Stéphane Dion a nu à sa crédibilité cette semaine avec son allocution télévisée mal ficelée, ce qui a affaibli la coalition, qui avait besoin d'établir la sienne. Il pense que les conservateurs vont exploiter sans relâche cette faiblesse.

David Taras en convient. Les conservateurs vont tout faire pour briser cette coalition en s'attaquant à son point faible, c'est-à-dire Stéphane Dion, et en misant tout sur le budget. Selon lui, le gouvernement va tenter, avec le budget dont il dispose, de répondre aux inquiétudes des milieux d'affaires pour ensuite mettre la coalition au défi de le défaire et ainsi se retrouver en campagne électorale. Idéalement, à leurs yeux, contre Stéphane Dion.

À l'opposé, M. Taras pense que la coalition tiendra le coup pourvu qu'aucun partenaire ou candidat au leadership libéral ne quitte le navire. Il ne prévoit pas cette perspective car la perte de confiance à l'endroit de Stephen Harper, qui cimente la coalition, est totale et le premier ministre n'a rien fait pour la rétablir.

A son avis, l'image de Stephen Harper est d'ailleurs ternie de manière ineffaçable, y compris auprès des conservateurs modérés qui chuchotent, même en Alberta, que le parti serait mieux servi avec Jim Prentice à sa tête. Jennifer Smith pense, au contraire, que les sondages favorables vont raffermir sa position auprès de ses députés. Stephen Clarkson, de l'université de Toronto, pense que le chef conservateur a gagné la première manche de la guerre de relations publiques mais a ruiné son image puisque plus personne ne lui fait confiance.

Et les deux hommes croient que la décision de M. Harper de jouer la carte de l'unité nationale pour attaquer la coalition «reviendra le hanter». Il a déjà perdu le Québec mais, «il faut qu'une crise de l'unité nationale se surimpose sur la crise économique, ce sera désastreux et les élites canadiennes-anglaises ne le lui pardonneront pas», de dire M. Taras.

# ÉDITORIAL

## ÉLECTIONS QUÉBÉCOISES

### Un nécessaire contrepoids

Rarement campagne électorale aura si peu captivé l'attention des Québécois que celle déclenchée le 5 novembre par le premier ministre Jean Charest. Celle-ci arrive à son terme. Il faut, comme tous les électeurs, tirer nos conclusions.

Cette élection n'avait pas raison d'être, si ce n'est au point de départ la volonté du gouvernement Charest de profiter de circonstances favorables pour obtenir un mandat majoritaire. Le prétexte de la crise économique a fait long feu lorsque le premier ministre a présenté un plan de soutien à l'économie qui ne requérait nullement l'assentiment des partis d'opposition ou de l'électorat. Son gouvernement minoritaire avait toute la latitude requise pour affronter un ralentissement économique appréhendé.

Beaucoup d'électeurs ont réagi négativement à cette élection inutile et pourraient être tentés de punir le Parti libéral ou de s'abstenir de voter. Agir ainsi serait dévaloriser le processus électoral. Voter est un geste important qu'il faut poser en conformité avec ses convictions et ce que l'on croit être les meilleurs intérêts du Québec.

Les partis d'opposition ont été pris au dépourvu par cette élection qui les a trouvés désorganisés et financièrement exsangues. Tout particulièrement l'Action démocratique, qui avait amorcé depuis quelques mois la descente aux enfers que l'on sait. Le talent de son chef, Mario Dumont, qui se déploie le mieux en campagne électorale, n'aura pas suffi à stopper celle-ci. Il ne pouvait en 30 jours remonter le cours des 18 derniers mois, alors que dans le rôle d'opposition officielle son parti avait été très décevant. D'aucune façon il ne pouvait prétendre être la solution de rechange au gouvernement Charest. L'ADQ a sans doute sa place à l'Assemblée nationale puisqu'elle représente un courant d'idées. Mais elle a encore besoin de faire ses classes.

Au lendemain de l'élection de 2007, il a fallu peu de temps au Parti québécois pour devenir, malgré sa deuxième place sur les banquettes de l'opposition, la vraie opposition officielle. Il ne pouvait en être autrement en raison de la qualité de sa députation et de l'expérience acquise au gouvernement. C'est là d'ailleurs que se trouve son meilleur argument: on peut trouver chez les candidats péquistes de quoi former un gouvernement tout aussi solide que l'actuel cabinet Charest. Il y a là des gens d'expérience et de qualité, tout particulièrement sa chef, Pauline Marois.

Le problème du Parti québécois dans cette élection est ailleurs. Il se trouve dans l'état général de ce parti qui, depuis la défaite de 2003, a évolué dans une sorte de no man's land idéologique. Le parti se cherche et, la campagne électorale nous l'a démontré, il ne s'est pas encore retrouvé. En arrivant à la direction du parti à l'été 2007, Pauline Marois a pris acte des raisons de l'amer échec qui quelques mois plus tôt avait ramené le PQ à 1973 en matière de suffrages. Elle a mis de côté le «référendisme», retouché le modèle social-démocrate péquiste et choisi de défendre lors de cette campagne électorale un programme de bon gouvernement. À la différence de 1976, où la promesse de bon gouvernement avait porté le PQ au pouvoir, la souveraineté et les réformes ont été évacuées du discours péquiste d'aujourd'hui. D'où la déception manifestée par ses alliés naturels, comme les syndicats affiliés à la FTQ.

S'il est possible de croire que le Parti libéral peut assurer le prochain gouvernement, il ne faut pas pour autant lui accorder un chèque en blanc

participé. Le PQ ne pouvait qu'avoir de la difficulté à marquer sa différence. Pauline Marois, inspirée par la crise politique au parlement d'Ottawa, a semblé se rappeler en ces dernières heures de campagne que la souveraineté est ce qui doit guider l'action de son parti, même et surtout en campagne électorale.

Selon les sondages, les électeurs semblent enclins à vouloir reporter le Parti libéral au pouvoir. Ils ne le font toutefois pas avec enthousiasme. C'est là plutôt une sorte de passage obligé qu'on empruntera par défaut puisque les autres options proposées ne suscitent pas davantage d'enthousiasme. Dans le contexte économique actuel, ils optent pour le statu quo puisque ce qu'ils ont vu ces derniers mois de Jean Charest les a rassurés.

Les craintes que le chef libéral inspirait à l'élection de 2007 se sont atténuées. Ces 18 derniers mois, Jean Charest a gouverné tranquillement. Minoritaire est manifestement un état qui lui va bien et qui l'a bien servi. Reporté au pouvoir, poursuivra-t-il sur la même voie? S'en tiendra-t-il à son engagement de faire du soutien à l'économie sa seule priorité ou sera-t-il tenté de revenir à son programme de 2003 beaucoup plus à droite?

S'il est possible de croire que le Parti libéral peut assurer le gouvernement que les Québécois attendent en période d'incertitude économique, il ne faut pas pour autant lui accorder un chèque en blanc. Dans les circonstances présentes, il faut, au contraire, préserver un sain équilibre des forces à l'Assemblée nationale. Il faut une opposition forte. Ne l'oublions pas, un gouvernement n'est jamais aussi bon que lorsqu'il est talonné par une opposition vigoureuse. Si la tempête économique que l'on nous promet est forte, il faut surtout que le prochain gouvernement soit à l'écoute et s'appuie sur une volonté commune de tous les partis et de tous les acteurs sociaux.

Dans cet esprit, il ne faut pas craindre de voter pour des partis d'opposition qui sont capables d'apporter de nouvelles idées. Pour certains, le choix sera l'ADQ. Pour d'autres, Québec solidaire, qui mérite de faire élire un premier député à l'Assemblée nationale. Le meilleur choix demeure toutefois le Parti québécois, car lui seul peut être un contrepoids efficace au gouvernement. Lui seul peut être une solution de rechange aux libéraux. Lui seul défend avec la vigueur nécessaire l'avenir du Québec comme État national des francophones en Amérique du Nord. La crise politique qui sévit à Ottawa depuis une semaine constitue un rappel très clair que la place du Québec au sein du Canada reste toujours en suspens. Il ne faut pas croire que l'économie est le seul enjeu de cette élection.

bdescoteaux@ledevoir.com

## LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX  
 Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSFAÇON  
 Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE  
 Directrice de l'information JOSÉE BOILEAU  
 Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU  
 Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET  
 Directrice, ventes publicitaires MANON BÉLAND

### DERNIER DROIT...



### Jeunes, sortons voter en masse!

Plus que deux jours avant les élections. Dans la situation actuelle, il faut feuilleter longuement les journaux et voir se défilier plusieurs manchettes des médias électroniques avant de s'informer sur les enjeux et les propositions des candidats. Partout nous entendons que la campagne n'intéresse personne, à part les partis qui tentent de se rassurer. Que le taux de participation au scrutin risque d'atteindre un niveau record vers le bas. Que le cynisme envers la politique est omniprésent, notamment chez les plus jeunes électeurs.

Le Forum jeunesse de la région de la Capitale-Nationale lance un défi aux 18-35 ans: sortons voter en masse, influençons massivement notre gouvernement. Nous vous proposons un calcul simpliste, nous le reconnaissons, afin de vous convaincre qu'il est vraiment possible d'influencer le Parlement de Québec, en commençant par sa composition, et que votre vote compte plus que jamais.

Etablissons d'abord quelques faits: au Québec, les 18-35 ans représentent un peu plus de 25 % de la population. Il est admis qu'environ un jeune sur quatre a voté lors des dernières élections, auxquelles le taux de participation global fut d'un peu plus de 70 %. En y regardant de plus près, on peut penser que le vote des jeunes ne représente que 10 % des voix exprimées, donc 10 % d'influence et par le fait même, de préoccupation chez nos représentants au Parlement.

Maintenant, extrapolons et rêvons. Dans la formule consacrée, si la tendance se maintient, le taux de participation devrait connaître une légère baisse. Les paris sont ouverts. Mais si les jeunes votent massivement, disons trois sur quatre, le poids de ce vote jeune pourrait grimper à 25 %. Vous rendez-vous compte que ça commence à résonner dans la tête des politiciens! Jamais l'influen-

ce des jeunes n'aura été aussi grande. Du coup, nous démontrerons que nous nous préoccupons de notre avenir.

Plus que deux jours pour faire votre choix, pour accepter notre défi et pour convaincre d'autres jeunes de le relever. Informez-vous et osez parler politique lors de vos soupers de famille et d'amis. C'est aussi cela, une démocratie en santé. Le 8 décembre, sortons voter en masse. Destabilisons positivement notre politique. Ensemble, nous pouvons avoir une grande influence. *Yes we can.*

Stéphanie Borgia,  
 présidente du Forum jeunesse  
 de la région de la Capitale-Nationale.

### Cancer du sein: éviter la confusion

Le 4 décembre 2008 j'ai pris connaissance de l'article publié dans Le Devoir du 28 novembre 2008 intitulé «Des cancers du sein traités inutilement?» et j'en ai été fort vexé. D'une part, parce que le titre m'apparaît inutilement «accrocheur» et peu digne de votre journal. D'autre part, parce que le contenu renferme plusieurs affirmations souvent fausses mais surtout propres à semer la confusion chez les femmes bénéficiaires du Programme québécois du dépistage du cancer du sein. Je ne nie pas aux journalistes le droit et la responsabilité d'informer le public de controverses médicales comme cela est mentionné au début de l'article. Cependant, la médecine demeure toujours à la fois un art et une science, et de ce fait les mises en garde sont toujours nécessaires, surtout quand il s'agit de «nouvelles scientifiques médicales», ce qui commande de faire les nuances appropriées. Parfois, trop d'information mène à la désinformation, avec les conséquences néfastes qui en découlent. Le dépistage du cancer du sein par mammographie a fait ses preuves et il demeu-

re le moyen internationalement reconnu pour pratiquer ce dépistage. Il serait regrettable que des femmes s'y soustraient à la suite de la lecture de tels articles, et cela à leur plus grand détriment.

Pierre Audet-Lapointe  
 md, frs (c), médecin-conseil, Programme  
 québécois de dépistage du cancer du sein  
 Montréal, le 4 décembre 2008

### Des envolées qui ne planent pas haut!

En tant que femme dans la jeune trentaine, professionnelle éduquée et active au sein de sa communauté et, surtout, en tant que citoyenne qui ne se croit pas la seule à l'être (professionnelle, éduquée et active), je me surprends, moi qui crois tant à la démocratie et au rôle de nos institutions et de nos dirigeants, à ressentir une forme de mépris, d'arrogance, voire d'irrévérence envers notre sens de la réflexion, de l'argumentation et de l'analyse des véritables enjeux de notre société. Force est de constater que cette campagne électorale québécoise, qui tire à sa fin, ne semble pas s'adresser à des citoyens éclairés et intelligents. Les envolées cachent de lourdes rhétoriques et je suis ennuyée et clairement irritée lorsque j'entends des affirmations tordues, des arguments à l'emporte-pièce et des interprétations de la réalité hautement équivoques. Et cette forme de mésestime s'est aggravée avec les événements qui se tiennent à Ottawa. Je crois qu'il y a des limites à prendre les gens comme des «monsieur et madame Tout-le-monde», pour ce que ce lieu commun veut dire. Oui, chers politiciens, vos citoyens sont également intelligents, allumés et vifs d'esprit. Je vous en prie, pouvez-vous les considérer?

Mélanie Lagacé  
 Sherbrooke, le 3 décembre 2008

## REVUE DE PRESSE

### Un pays sur la corde raide

Manon Cornellier

Harper joue avec le feu en agitant le spectre de l'unité nationale pour attaquer la coalition du PLC et du NPD. L'idée est revenue sans arrêt cette semaine dans certains éditoriaux canadiens-anglais, mais d'autres sont venus lui fournir des renforts.

Le Toronto Star affiche son irritation devant l'insistance de Harper de parler d'une «coalition séparatiste». «C'est une tactique dangereuse car elle risque d'animer un ressentiment contre le Canada au Québec et des sentiments anti-Québec dans le reste du pays. On pourrait se retrouver avec une crise d'unité nationale en plus d'une crise économique.» Le Star ne peut croire que le premier ministre ait tenté d'effrayer les citoyens en parlant d'une «trahison envers le pays» de la part des libéraux. Favorable à la coalition malgré ses nombreuses faiblesses, le quotidien rappelle que la coopération et la concertation avec tous les partis en présence devraient être la norme dans un Parlement minoritaire. «Suggérer que la coalition est une conspiration pour briser le Canada est non seulement faux, mais une insulte à l'intelligence des Canadiens.»

Tout aussi indigné, le Halifax Chronicle-Herald rappelle comment les conservateurs se sont moqués de Stéphane Dion durant la campagne, après que celui-ci eut dû reprendre plusieurs fois l'enregistrement d'une entrevue. Ils avaient alors dit qu'une fois au gouvernement, on n'avait pas la possibilité de se reprendre. Or, indique le quotidien, c'est exactement ce que le premier ministre a fait en demandant à la gouverneure générale de proroger la session parlementaire. Le Herald a conseillé à la gouverneure générale de ne pas accepter cette requête destinée uniquement à protéger le gouvernement de la défaite. L'accepter, prédisait le quotidien, ne ferait que plonger le pays dans deux mois d'instabilité et d'attaques vicieuses. «Soyons crus. M. Harper lui-même est devenu une force erratique et entêtée porteuse d'instabilité.» Selon le Herald, Harper personnifie la crise actuelle.

### On s'enflamme

Le ton dans les six principaux journaux de la chaîne SunMedia était tout autre. Les éditoriaux uniques, signés par différents chroniqueurs, invitaient à monter aux barricades pour défendre le gouvernement conservateur et s'opposer à l'alliance entre libéraux, néodémocrates et bloquistes. Jose Rodriguez parlait même de coup d'État. «Ce trio agit plus ou moins comme une junte d'Amérique centrale, les jolis uniformes et les fusils en moins.» Son collègue, Lorrie Goldstein, s'est chargé de fournir aux lecteurs de tous les journaux de la chaîne les coordonnées de la gouverneure générale afin qu'ils lui demandent d'accepter la requête de M. Harper de proroger la session. Selon lui, la coalition a toujours voulu un vote de confiance rapide afin de ne pas laisser aux Canadiens le temps de faire entendre leur opposition. Goldstein a commencé la semaine en disant être persuadé qu'il y a eu une entente secrète entre le PLC, le NPD et le Bloc, «des séparatistes déterminés à détruire le Canada». Selon lui, «notre souveraineté est en jeu», rien de moins, et les politiciens jouent «à la roulette russe avec le Canada».

Selon le National Post, il fallait proroger. Les temps n'est pas venu pour des élections et il ne faut surtout pas confier le pouvoir à la coalition, surtout avec les bloquistes dans les parages. Le Post est revenu sur le sujet à maintes reprises. «Ceci est une tâche permanente sur l'héritage politique d'un homme dont, autrement, on se serait souvenu comme d'un ardent défenseur du fédéralisme.» Dans un autre texte, le Post parle d'une «outrageante trahison». Le Post rejette l'accusation de coup d'État mais s'interroge sur la légitimité d'un gouvernement formé de partis qui viennent tout juste de mordre la poussière. En plus, il craint que le Bloc ne gagne ainsi en importance au Québec tout en accroissant les tensions avec le reste du pays. «La coalition pourrait être le plus gros présent jamais reçu par les séparatistes. Cela constitue en soi une raison suffisante pour tuer le projet dans l'œuf.»

### Aux urnes

S'il ne s'en était tenu qu'au Winnipeg Free Press, le premier ministre aurait été forcé de tendre la main à l'opposition avant lundi. Sinon, de faire face au vote de confiance qui s'annonçait. Pas question de prorogation pour gagner du temps. Le WFP convient que donner le pouvoir à la coalition aurait offensé bien des Canadiens qui n'ont jamais cru voter pour cela. Par conséquent, en cas de défaite du gouvernement, le quotidien aurait recommandé un retour aux urnes afin de laisser aux Canadiens une chance de se prononcer. Car pour le Free Press, la coalition reste une «collection d'opportunistes en quête de pouvoir». Il ajoute: «Le coût et les inconvénients d'une élection est un faible prix à payer pour servir la démocratie.»

Le Vancouver Sun était tout aussi prêt à des élections, advenant un refus de la gouverneure générale de proroger la session et une défaite du gouvernement lundi. Tout, dit le Sun, sauf la coalition, cette «alliance impie». «Ne reste-t-il pas un seul patriote canadien au sein des caucus libéral et néodémocrate?», demande le quotidien, qui les soupçonne de souffrir d'une trop grande soif de pouvoir.

L'Edmonton Journal n'adopte pas du tout le ton virulent de la plupart des médias de l'Ouest. Il reconnaît que cette coalition représente un risque, mais sûrement pas un coup d'État puisque les trois partis contrôlent la majorité des sièges aux Communes. Le Journal rappelle que ce n'est pas parce qu'un parti a plus de sièges qu'il contrôle le gouvernement, mais bien parce qu'il a la confiance de la majorité des élus. Selon le Journal, refuser de se plier à la volonté de la majorité de la Chambre, comme le fait Harper, pose davantage de questions sur le plan constitutionnel. Ça n'empêche pas le quotidien d'approuver la tentative de Harper de gagner du temps, à condition que ce soit pour corriger le tir et adoucir le ton.

mcornellier@ledevoir.com

## IDÉES

## MÉDIAS

## La convergence pèse lourd sur les épaules des journalistes du Québec

MARC-FRANÇOIS BERNIER, PH.D  
Chaire de recherche en éthique du journalisme (CREJ)  
de l'Université d'Ottawa et auteur de *Journalistes au pays de la convergence: sérénité, malaise et détresse dans la profession* (Presses de l'Université Laval)

La convergence des médias d'information pèse lourd sur les épaules des journalistes du Québec, qui n'ont pas toujours l'autonomie qu'il faut pour résister aux commandes de leurs supérieurs, et cela est encore plus vrai pour les journalistes de Québec.

Selon notre recherche réalisée l'année dernière, et dont l'analyse finale vient d'être publiée, la grande majorité des journalistes syndiqués du Québec travaillent pour des conglomerats dont le respect pour la mission démocratique et la liberté inhérentes au journalisme varie grandement. La recherche a été menée auprès de 385 journalistes travaillant principalement pour Radio-Canada, Gesca et Québecor. Il s'agit de la plus vaste enquête de genre réalisée au Québec.

Au sein de chaque conglomérat médiatique, on trouve des individus dont les aspirations professionnelles sont en porte-à-faux avec les priorités de leur organisation de travail. Mais ce désalignement est plus prononcé chez les journalistes de Québecor que pour ceux de Gesca et de Radio-Canada.

Les journalistes des trois conglomerats partagent les mêmes valeurs professionnelles, mais ils sont aux prises avec des modèles de gestion et des modes de propriété qui les limitent plus ou moins quand vient le temps de produire une information qu'ils souhaitent pertinente socialement.

Le mode de propriété, les attentes des actionnaires, la concurrence excessive, le mélange des genres journalistiques que sont l'information et l'opinion et, surtout, la présence du sensationnalisme et de l'information-spectacle sont des facteurs que les journalistes critiquent sévèrement. Par ailleurs, la grande majorité des journalistes, tous conglomerats confondus, sont d'avis que la concentration et la convergence des médias nuisent à la qualité, à la diversité et, surtout, à l'intégrité de l'information, qui serait détournée du service public afin de satisfaire des intérêts particuliers.

Dans les grands conglomerats médiatiques du Québec, les journalistes témoignent de leur incapacité de critiquer leur propre média, même lorsque celui-ci a manqué de rigueur dans son traitement de l'information. Ils affirment en majorité ne pouvoir diffuser des informations qui nuisent aux intérêts de leur employeur. Non seulement y a-t-il autocensure, mais ils sont très nombreux à penser qu'elle favorise la promotion des journalistes au sein de leur média.

## Intervention

Notons que, pour un grand nombre de répondants, il ne fait pas de doute que la concentration et la convergence des médias menacent la liberté des journalistes, bien davantage que les tribunaux. Il ne faut donc pas s'étonner que la grande majorité des journalistes demandent une intervention gouvernementale pour limiter la concentration de la propriété de la presse, qui est au cœur du phénomène de la convergence.

Notre enquête révèle que la situation est plus critique pour les journalistes de Québecor, contraints par un corset organisationnel qui les empêche souvent de se livrer au journalisme de qualité qu'ils souhaitent pourtant faire. En cela, il est injuste de toujours critiquer ces journalistes pour le type d'information qu'ils diffusent, alors que les vrais responsables



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

L'enquête a été menée auprès de 385 journalistes travaillant principalement pour Radio-Canada, Gesca et Québecor.

seraient souvent ceux qui décident quel événement (ou non-événement) sera couvert, et de quelle façon.

Les résultats de notre recherche invitent à une meilleure compréhension des conditions difficiles dans lesquelles ces journalistes doivent exercer leur métier, voire à une réelle empathie à leur endroit, au lieu du mépris que leur réservent certaines élites.

## Demi-professionnels

Les journalistes voudraient être des professionnels, mais ils ont un statut d'employé qui les prive en bonne partie de l'autonomie dont ils auraient besoin pour servir avant tout l'intérêt public. Leur loyauté première doit souvent aller à leur employeur plutôt qu'au droit du public à une information de qualité.

Chaque conglomérat veut en quelque sorte embrigader ses journalistes pour en faire de fidèles employés, au détriment de leur liberté d'expression. Cet embrigadement se manifeste notamment par la promotion des produits, des filiales ou des collègues du groupe médiatique pour lequel on travaille, mais aussi par la critique, partisane dirait-on, des médias concurrents. Cela n'est pas sans poser de véritables problèmes éthiques qui minent la crédibilité des journalistes et des entreprises de presse.

Les journalistes vivent mal la tension inhérente au double statut de professionnel et de salarié. Ils voudraient avoir plus de liberté et produire une information plus pertinente socialement, mais ils savent que leur salaire et leurs conditions de travail reposent sur des impératifs économiques qui s'opposent souvent à ces nobles aspirations. C'est en cela que les journalistes sont, en réalité, des demi-professionnels, ceci étant dit en tout respect.

De plus, ils ont perdu le monopole de l'information puisque, avec Internet, tout citoyen qui le désire peut

se prétendre journaliste. Dans certains cas, ces journalistes amateurs diffusent des informations pertinentes avec la même compétence que les journalistes dits professionnels. Cela, ajouté à leur statut d'employé, affecte doublement leur identité professionnelle, qui en sort quelque peu meurtrie.

Les journalistes à l'emploi des médias traditionnels peuvent chercher à se distinguer en adhérant formellement à des principes éthiques et à des règles déontologiques, mais leur capacité réelle de respecter ces normes est limitée par les désirs des employeurs qui ont, actuellement, des motivations économiques, sinon politiques, beaucoup plus déterminantes.

Du reste, si les journalistes sont en mesure de se donner des règles déontologiques fort pertinentes, ils sont impuissants à les faire respecter, contrairement aux vrais professions. Devant les enjeux de la convergence, le vrai défi professionnel est peut-être là, au-delà du volontarisme et des sanctions morales qui ne portent pas à conséquence. Pour l'instant, ils ont implicitement délégué leur système de discipline aux tribunaux civils.

Notre enquête révèle que les journalistes syndiqués du Québec sont très critiques face aux effets négatifs de la concentration et la convergence des médias sur la qualité, la diversité et l'intégrité de l'information. Chez les journalistes de Québecor, on peut même parler de détresse tellement ils jugent leur situation déplorable sur le plan professionnel.

Notre analyse incite à croire que les journalistes, individuellement ou collectivement, ne peuvent améliorer la situation s'ils ne sont pas appuyés par des mesures législatives qui limiteraient ces effets néfastes. Mais, surtout, les journalistes ne peuvent rien si le public n'exige pas le respect de son droit à une information de qualité, à la

Chaque conglomérat veut embrigader ses journalistes pour en faire un fidèle employé, au détriment de sa liberté d'expression

## La cage aux fous



DENISE BOMBARDIER

Déjà, le mot n'est pas trop fort. Sous l'effet conjugué de la bêtise gouvernementale et de l'envie fiévreuse du pouvoir des partis d'opposition, nous voilà donc plongés dans une tourmente politique où la déraison a pris le pas sur toute autre considération. Les ennemis irréductibles d'hier, après des tractations aucunement spontanées, se sont tombés dans les bras, les uns des autres, et tu deviens premier ministre et je me retrouve ministre et l'on gouverne avec ta bénédiction souverainiste et exit le psychologue et sa bande de droïtistes.

Stéphane Dion, le perdant déchu de son parti, réapparaît à la poussée des frères ennemis, dont on connaît la haine séculaire. Ils n'ont pas cédé d'un pouce, démontrant ainsi leur incapacité à se coaliser eux-mêmes tout libéraux qu'ils soient. Stéphane en a perdu son reste de sang-froid et sa cassette se visualisant P.M. du Canada, son front ceint de fleurs glorieux du pouvoir à portée de main. À la Chambre des communes, face au premier ministre élu et pas encore éjecté, la voix étranglée par l'émotion, les nerfs à vif, il cria qu'il a donné sa vie pour son pays alors que personne n'a jamais su qu'il avait un jour été placé le dos au mur devant un peloton d'exécution.

L'acolyte de gauche Jack Layton, trépidant d'impatience à l'idée de se retrouver ministre senior de ce cabinet de salut public, triomphe et entend déjà les rumeurs sourdes du grand soir et les paillements des colombes des matins qui chantent. Tel un père Noël, sa poche de milliards sur l'épaule, il attend l'heure de la distribution illimitée des subventions et autres investissements pour redémarrer l'économie de marché.

Gilles Duceppe se retrouve métamorphosé en sauveur de la nation et heureux en apparence de l'être même si le sauvetage dont il est la pierre d'ancrage souffre d'une faille, à savoir que M. Duceppe s'est trompé de nation. À moins que sa longue présence à Ottawa ne l'amène à conclure que la nation québécoise dont il est selon lui l'incarnation régit d'un océan à l'autre. Sans doute ne se souvient-il plus de la devise inscrite sur les plaques minéralogiques du Québec.

Stephen Harper, malgré son apparence lisse, sans relief, révèle une personnalité incandescente attirée par la pensée magique. Celui qui ne voulait plus gouverner en minorité s'est retrouvé, rebelle, dans la même situation et n'a rien trouvé mieux que de s'installer dans le faire semblant. De là ces mesures, telle l'abolition du financement des partis politiques, qui à la manière des lance-flammes ont fait sauter la baraque et disjoncter les neurones de ses adversaires. Comme quoi Harper le froid peut pratiquer la politique de la terre brûlée.

Pendant que la cage éclatait sous la pression et que le toit de la Chambre des communes se fissurait, la chef de l'État, en l'occurrence la gouverneure générale, transmettait à des publics attentifs de l'Europe centrale les messages de paix, de bien, de bonté, attendant jusqu'à la dernière limite de la décence politique pour remettre les pieds sur le sol tremblant de son pays au bord de l'hystérie. Encore sous le coup du décalage horaire, ayant perdu la notion du temps, elle a pris deux heures et demie pour consentir à la prorogation de la session parlementaire, une affaire qui se fait en criant castor habituellement. L'ex-animatrice de télé a, selon toute vraisemblance, jonglé avec l'idée de décider seule, en sa conscience de non-élue, de l'avenir politique de son pays d'adoption. En coup de vent dans les heures qui ont suivi son retour, des constitutionnalistes aux avis aussi partagés que ceux des non-instruits s'étaient empressés de lui donner des cours accélérés de rattrapage en droit pendant que des membres de la coalition lui roucoulaient à l'oreille d'autres propos plus tentants donc plus «progressistes» que ceux du premier ministre, qui n'est pas celui qui l'a nommée mais qui pourrait être celui qui lui retire sa couronne.

Tout ce beau monde pourra donc manger de la dinde sans perdre la face. Mais sous la feuille de gui, en s'apprêtant à s'embrasser pour traverser la nouvelle année, certains coalisés, libéraux avant tout, hésiteront à franchir le cap en songeant subrepticement à Stéphane Dion, qui après avoir donné sa vie pour le Canada est prêt à vendre son corps aux souverainistes transformés en tremplin vers son Everest à lui, le Sussex Drive à Ottawa, où il ne pourra de toute façon séjourner que peu de temps puisque l'oxygène politique lui manquera tout autant que sur le sommet mythique de l'Himalaya.

Depuis une semaine, il faut croire que les piranhas, la mouche tsé-tsé et le curare ont envahi le parlement et, par effet de contagion, le pays d'une mare à l'autre. Il faut en effet avoir perdu le nord pour que l'on se retrouve dans cet état mental collectif. Oui, Stephen Harper a ouvert le feu, mais la réaction de l'opposition improvisant cette entente contre nature des deux partis nationaux fédéralistes avec le parti régional souverainiste pour renvoyer Harper là où on le souhaite, c'est-à-dire sur les banquettes où ils piaffent eux-mêmes, conforte les cyniques et les débasés.

Pendant ce temps, le Québec votera lundi et l'on verra alors si la folie d'Ottawa aura venté sur les bords du Saint-Laurent.

denbombardier@videotron.ca

## Crise parlementaire à Ottawa

## Une prorogation sans raison valable

SERGE ROUSSELLE

Professeur de droit et constitutionnaliste,  
Université de Moncton

La gouverneure générale du Canada, Michaëlle Jean, a accepté jeudi la demande du premier ministre Stephen Harper de proroger la session parlementaire en cours, et ce, dans le seul but apparent de lui éviter un vote de confiance contre son gouvernement en Chambre lundi prochain.

Or, comme il n'existait aucun précédent d'un premier ministre demandant à la gouverneure générale de proroger une session du Parlement afin d'éviter une défaite de son gouvernement sur un vote de confiance, il y a lieu de s'interroger sur la justesse de cette décision de la représentante de la reine au Canada.

Précisons d'abord qu'une prorogation est une procédure dont l'effet est de mettre fin à une session du Parlement et qui, au Canada, est une prérogative du gouverneur général qui l'exerce à la demande du premier ministre. En règle générale, cet exercice ne pose aucun problème et survient lorsque les principaux travaux d'une session parlementaire sont terminés.

À cet égard, il y a quelque chose d'irréal de demander à la gouverneure générale de mettre fin à une session qui ne fait que débiter ses travaux. La seule raison qui justifie la demande du premier ministre réside évidemment dans sa crainte de perdre le vote de confiance auquel son gouvernement devait normalement faire face lundi.

Force est donc de constater que le premier ministre souhaitait simplement contourner une convention constitutionnelle selon laquelle un gouvernement qui perd la confiance de la Chambre ne peut pas conserver le pouvoir.



CHRIS WATTIE REUTERS

Il y a quelque chose d'irréal de demander à la gouverneure générale de mettre fin à une session qui ne fait que débiter ses travaux.

Dans un tel contexte, la gouverneure générale devait-elle jouer le jeu de M. Harper en lui accordant la prorogation souhaitée et ainsi lui éviter de se soumettre à une convention constitutionnelle bien établie?

On doit répondre à cette question par la négative car, en se pliant aux souhaits du premier ministre, la décision de notre chef d'État revient à s'attaquer à notre système démocratique qui veut que, sans l'appui des élus du Parlement, un gouvernement ne peut pas s'accrocher au pouvoir.

Ainsi, en acceptant de proroger la session parlementaire sans aucune urgence digne de ce nom, la gouverneure générale permet au gouvernement Harper d'éviter de faire face à la réalité et remet en cause les fondements mêmes du «gouvernement responsable» au pays.

# HISTOIRE

## Jacques Couture, l'engagé

Contrairement au cynisme actuel de la classe politique, il est des cas dans le passé récent où l'implication d'une personne contribue à l'édification d'une société meilleure

Depuis février 2006, *Le Devoir* propose à des professeurs de philosophie, mais aussi à d'autres auteurs passionnés d'idées, d'histoire des idées, d'histoire, de relever le défi de décrypter une question d'actualité à partir des thèses d'un penseur. Cette semaine, un «Devoir d'histoire» sur un personnage oublié d'une époque moins cynique de la politique québécoise, à la fin d'une campagne dépressive.

**MARTIN PÂQUET**  
Département d'histoire de l'Université Laval  
Auteur de *Tracer les marges de la cité. Étranger, immigrant et État au Québec, 1627-1981*, paru aux Éditions du Boréal en 2005

**M**aneuvres partisans et diabolisation de l'adversaire à Ottawa; promesses électorales creuses, clips faciles et sophismes au Québec: les griefs des citoyens sont nombreux contre le cynisme de la classe politique, qui ne poursuivrait que l'exercice du pouvoir et ses seuls intérêts. Pourtant, il est des cas dans l'histoire récente où ce verdict est injuste et où l'engagement d'un responsable politique contribue nettement à l'édification d'une société meilleure. Le parcours singulier de Jacques Couture est de ceux-là.

Né dans la Haute-Ville de Québec en 1929, Jacques Couture fait partie de ces jeunes catholiques qui, confrontés aux problèmes sociaux du Québec de l'après-guerre, «veulent servir». À 18 ans, il est bouleversé par la misère qui sévit dans les quartiers ouvriers de la Basse-Ville. Dès lors, abandonnant ses études en droit, il se joint à la Compagnie de Jésus.

Pour un jeune des années 1950, les Jésuites ont un ordre religieux attirant: l'un des mots d'ordre d'Ignace de Loyola n'est-il pas d'«être contemplatif dans l'action»? Qui plus est, sous le magistère du père Pedro Arrupe, les Jésuites s'engagent résolument dès 1966 dans la pastorale sociale. Couture sent là que ses énergies peuvent être employées utilement. Après une mission à Hsinchu, sur l'île de Taïwan, il est ordonné prêtre en 1964 dans le quartier ouvrier de Saint-Henri, à Montréal.

En pleine Révolution tranquille, la prétrise ne se vit plus comme autrefois. Dévoté à la cause des habitants de ce quartier, le prêtre-ouvrier Couture est de tous les combats du développement social: fondateur du CLSC Saint-Henri et du journal *L'Opinion ouvrière*, militant de l'Association des locataires du quartier, instigateur des premiers camps familiaux au Québec avec le Groupement familial ouvrier (GFO) en 1969. Le politique le rattrape. Lors de l'émeute du défilé de la Saint-Jean en 1968, il est arrêté parmi tant d'autres. «Au moment de prendre la photo» du prévenu, relâtera-t-il plus tard, «ils étaient trois ou quatre qui demandaient âge, profession, etc. Je répondis prêtre, jésuite» devant des policiers stupéfaits!

Par la suite, Jacques Couture se préoccupe progressivement des

droits de la personne et son engagement pour la cause de la souveraineté croit en parallèle. Il fait le saut en politique municipale en 1974, sous la bannière du Rassemblement des citoyens de Montréal. Même si le maire Jean Drapeau remporte la victoire, le prêtre-ouvrier récolte près de 40% des suffrages. René Lévesque le remarque alors et l'invite à se joindre au Parti québécois. Aux élections de novembre 1976, Couture se fait élire dans son comté de Saint-Henri. Au sein de l'un des meilleurs conseils des ministres de l'histoire québécoise, il se voit confier les rênes du Travail et de la Main-d'œuvre.

Les premiers mois en politique se vivent dans la controverse. Déjà, sous l'injonction du père Arrupe, il a dû démissionner de la Compagnie de Jésus: l'activisme politique ne peut être de mise pour un jésuite. Identifié à la gauche du parti, Couture fait adopter deux hausses successives du salaire minimum. Devant le tollé du patronat, le premier ministre lui confie prestement de nouvelles responsabilités au ministère de l'Immigration.

### Être responsable

«Notre projet collectif, rappelle le ministre Couture en 1978, ne peut pas faire abstraction de ce demi-million de Québécois qu'il faut associer à part entière au mouvement historique du peuple québécois vers son plein épanouissement». Il faut donc que «l'ensemble des Québécois se sentent responsables de l'insertion des immigrants à la vie québécoise».

Comment être responsable? D'abord, il faut en avoir les moyens. Avec l'élection du PQ en 1976, l'État québécois adopte un ton plus revendicatif, cherchant à conquérir la reconnaissance politique de ses compétences. Dans cet esprit, l'entente conclue en février 1978 avec le ministre fédéral Bud Cullen assure la participation conjointe des ordres de gouvernement fédéral et provincial dans la sélection des ressortissants étrangers souhaitant s'établir au Québec.

Le Québec obtient alors la possibilité de déterminer ses propres critères de sélection en fonction de ses objectifs économiques, démographiques ou socioculturels. Adoptée en novembre de la même année, la loi 82 entérine les acquis en matière de sélection. Aux critères rationnels et quantitatifs adoptés par l'État, Couture introduit néanmoins une dérogation. «Dans les cas de détresse, dont les réfugiés, précise-t-il, ces critères peuvent être assouplis.»

Ensuite, il faut avoir des principes pour agir. Pour Couture, «aucune société qui s'organise, que ce soit au nom de l'efficacité administrative, de

la sécurité nationale ou de quelque autre "raison d'État", sous prétexte qu'elle prétend devenir l'arbitre suprême du bonheur des citoyens, ne peut agir au mépris du respect des droits fondamentaux de l'homme». L'accueil au Québec doit donc se faire «au nom même de la justice».

### Chaleur et dignité

Un épisode met en pratique ces principes. À la fin des années 1970, la question des réfugiés occupe désormais une place de choix au sein de l'ordre du jour politique. À partir de 1975, avec l'effondrement de ses régimes politiques appuyés par les États-Unis, l'Indochine connaît un mouvement massif de réfugiés, surtout en 1978 et en 1979, sous la pression conjointe de la répression politique au Vietnam et du génocide perpétré par les Khmers rouges du Kampuchéa.

Au péril de leur vie, des centaines de milliers de personnes s'enfuient par voie de terre ou de mer. Le drame amplement médiatisé des *boat people* qui aboutissent dans des camps surpeuplés en Thaïlande, en Malaisie ou aux Philippines suscite ainsi une ardente sympathie dans le monde occidental.

Toujours «jésuite de cœur» et appartenant à la «patrie de l'Église», Jacques Couture manifeste une sincère compassion. Dès lors, l'action québécoise s'étend à l'extérieur de ses frontières. En conformité avec l'entente Couture-Cullen, les agents fédéraux et provinciaux opèrent conjointement, dans le cadre de missions sur les lieux de refuge, à la sélection des candidats à l'admission. Tout comme ses fonctionnaires, le ministre n'hésite pas à visiter les camps, à s'informer de la situation des réfugiés, à s'enquérir d'une possible intervention sur place. Au retour d'un séjour en Asie du Sud-Est en janvier 1980, Couture, «fortement ébranlé» par la tragédie, décide de favoriser la réunification des familles.

Au Québec même, l'État assure en partie l'accueil des réfugiés. Toutefois, l'hospitalité est également de la responsabilité des citoyens grâce au programme de parrainage des réfugiés mis sur pied dès juillet 1979. Ce programme prévoit que les groupes parrains doivent être capables de subvenir pendant un an aux besoins essentiels. Ils ont aussi «la mission de recevoir avec chaleur et dignité des individus ou des familles» ayant vécu «dans des conditions infra-humaines». Témoinant d'une ouverture certaine à l'Autre, les citoyens québécois répondent à l'appel.

Ainsi, 518 groupes, répartis dans 215 municipalités partout au Québec, parrainent 7847 réfugiés jusqu'en mars 1981. Selon une enquête



Le ministre Jacques Couture dans un camp de la Thaïlande, en 1980.



Martin Pâquet

du ministère de l'Immigration, les deux tiers des groupes parrains se montrent toujours disposés à accueillir de nouvelles familles. L'adaptation des réfugiés, une fois passé le choc culturel initial, demeure fonction de la connaissance du français, mais surtout de l'obtention d'un emploi, ce qui n'est pas évident dans le contexte des récessions économiques des années 1980.

Devant le chômage, les trois quarts des réfugiés ont préféré tenter leur chance dans les métropoles, après avoir eu beaucoup de difficultés à trouver un emploi dans les régions. Cependant, le programme de parrainage a permis à de multiples familles, comme les Nguyen de Sainte-Croix-de-Lotbinière, de refaire leur vie et de prendre leur place dans la société québécoise.

### Rakoutoumalala

Après la défaite du OUI au référendum de 1980, le cœur n'y est plus pour l'activisme politique. Quittant ses fonctions de ministre et de député, Jacques Couture réintègre la Compagnie de Jésus. Le père Arrupe lui confie une nouvelle mission à Madagascar, dans l'un des endroits les plus pauvres de Tananarive: le quartier d'Andohatapenaka. Fidèle

au code jésuite et obéissant «comme un cadavre», il s'exécute en 1982.

À Madagascar, «le décalage était tellement considérable», raconte-t-il, que, «par rapport au Québec, c'était le jour et la nuit». Il s'entête, apprend le malgache, s'investit dans la communauté. Toujours soucieux de justice sociale et de responsabilisation citoyenne, il crée le Conseil de développement d'Andohatapenaka, une coopérative qui, à la manière des institutions de microcrédit actives dans les pays en voie de développement, fonctionne grâce à la réciprocity des dons et des échanges. Sur un ton ironique, il affirme à la fin de sa vie: «Dans le fond, mon objectif maintenant est de devenir de plus en plus inutile. J'y arrive vraiment bien.» Malade, «Rakoutoumalala» — Jacques le bien-aimé en malgache — doit revenir au Québec pour s'éteindre le 10 août 1995.

### Les boules de coton

«Quel est donc le sens de pareille existence?», se demandait le sociologue Fernand Dumont dans *Une foi partagée*, où il esquissait les vies spirituelle et politique du prêtre-missionnaire. En recueillant les témoignages, l'historien se pose la même question et les réponses

abondent selon les contextes. Pour les gens de Saint-Henri, les *boat people* et les habitants d'Andohatapenaka, Jacques Couture a concouru à leur vie et à leur mieux-être collectif. Aux yeux des Montréalais, il a été un fort exemple d'engagement civique et religieux.

Au regard des croyants, il a offert l'exemple d'une foi active contre les blasphèmes de la misère. Pour les Québécois, il a contribué non seulement à doter le Québec d'une politique d'immigration conforme à ses besoins et à ses responsabilités, mais aussi à inscrire dans leur mémoire l'un des principaux gestes de générosité collective qui eut lieu au siècle dernier.

Mais encore? Un témoignage nous donne une piste. Rescapés du génocide cambodgien, les orphelins Hongssé et Hong-Huy Phok avaient 14 et 16 ans lorsqu'ils ont été adoptés par Jacques Couture en 1979. Plusieurs années plus tard, les membres de leur famille se sont intégrés au Québec: les uns possèdent de petits commerces, les autres sont aux études.

Diplômé en génie mécanique, Hongssé rappelle avec émotion son premier hiver: «Jacques m'a réveillé lors de la première tempête et je pensais que c'étaient des boules de coton.» Puis, soulignant la générosité de son «deuxième père»: «Jacques ne nous a jamais amenés à l'église pour Noël, ou en d'autres occasions; il voulait respecter notre propre croyance. Noël, ce n'est pas une fête religieuse pour moi. C'est quand même important parce que c'est la fête de Jacques, du docteur Marcel, de notre amie Louise Gagné et de la société québécoise.»

Tel peut être l'un des sens de l'existence d'un Jacques Couture. En faisant «des citoyens là où il y avait des dépendants» — selon Fernand Dumont —, son engagement a témoigné que le don engendre le contre-don, que l'ouverture à l'humain enfante le dialogue et le respect mutuels.



### Ce n'est que du hasard.

Il n'y en a pas de secret. Pas de truc, pas de calcul. Ce n'est qu'une question de hasard. Si on joue en étant convaincu de connaître le moment où la chance va tourner, où l'appareil va payer...

IL YA DE L'AIDE QUI EXISTE.

**MISE SUR TOI.**

Jeu: Aide et référence 1 866 SOS-JEUX



une initiative de Loto-Québec

[misesurtoi.ca](http://misesurtoi.ca)